



Etat des lieux et enjeux de l'intégration du CC dans les Plans Locaux de Développement (PLD)

Atelier de préparation des campagnes de plaidoyer 2013 du RC&D,
15-16 avril, Conakry

Jean-Philippe Thomas, enda

Points abordés

- Rappels : CC et impacts en ASS (facultatif)
- Faire face aux CC : Pourquoi l'adaptation & l'atténuation et leurs synergies (facultatif)
- Prise en compte du CC au niveau local
- Les composantes de l'intégration
- PLD : 3 situations (Mali, Maroc, Sénégal)

Projections des manifestations du CC en Afrique sub-saharienne (1)

Changements attendus dans les conditions moyennes:

- Augmentation de la température
 - Tout le continent – projection médiane +3-4°C d'ici la fin du siècle
- Diminution de la pluviométrie
 - Côte ouest de l'Afrique jusqu'à 15°N (depuis le nord)
 - Afrique australie
- Augmentation de la pluviométrie
 - Partie nord de l'Afrique de l'Est
- Projections incertaines en ce qui concerne la pluviométrie
 - Sahel, côte guinéenne, sud du Sahara
- Élévation du niveau de la mer
 - Îles et zones côtières à faible altitude, deltas

Projections des manifestations du CC en Afrique sub-saharienne (2)

- Changements attendus dans les conditions extrêmes:
 - Augmentation des événements de pluies intenses
 - Tout le continent
 - Cyclones
 - Incertitudes – changements possibles dans l'intensité, la fréquence et les trajectoires

Source: d'après GIEC (2007)

Illustration des impacts potentiels du CC en Afrique

- Les surfaces disponibles pour **l'agriculture**, la longueur des saisons agricoles et les rendements devraient diminuer
 - * terres à la marge des zones arides et semi-arides particulièrement concernées
- 75 à 250m de personnes devraient être exposés à un **stress hydrique** plus important d'ici 2020 – et 350-600m d'ici 2050
 - * Afrique du nord & Afrique australe particulièrement exposées
- **Zones côtières** affectées par l'élévation du niveau de la mer
 - * p.ex. 17 à 30% des rizières de Guinée menacées d'ici 2050
- Changements dans les zones de transmission du **paludisme**
 - * p.ex. Sahel occidental & Afrique centro-australe moins exposés, hautes terres d'Éthiopie/Kenya/Rwanda/Burundi plus exposées

IMPACTS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



Sécheresse



Érosion côtière



Phénomène de salinisation

2. Faire face aux changements climatiques

Deux approches complémentaires et essentielles:

- Atténuation



- Actions qui réduisent la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère afin de réduire les changements climatiques
- **Réduire les émissions** et augmenter les puits de carbone

- Adaptation



- Ajustement des systèmes humains et/ou naturels en réponse aux changements **actuels ou prévus** du climat, afin de réduire les effets néfastes ou profiter des opportunités

Pourquoi l'Atténuation ?

PED : pas d'engagements quantifiés de réduction de GES

Pourquoi la sobriété carbone ?

La recherche d'un *double bénéfice* :

- Réduire la dépendance énergétique au pétrole
- Utilisation des ressources locales (déchets, biomasse)
- Utilisation des énergies renouvelables (hydro, soleil, vent)
- Meilleure gestion des ressources naturelles (puits)
- Limitation des feux de brousse,
- Constructions, transports économes en énergie
- etc.

Pourquoi intégrer l'adaptation?

1. Pour augmenter la durabilité des activités de développement
2. Pour éviter les activités qui augmentent la vulnérabilité ou qui créent une *maladaptation*
3. Pour s'assurer que les activités de développement réduisent la vulnérabilité face aux changements climatiques

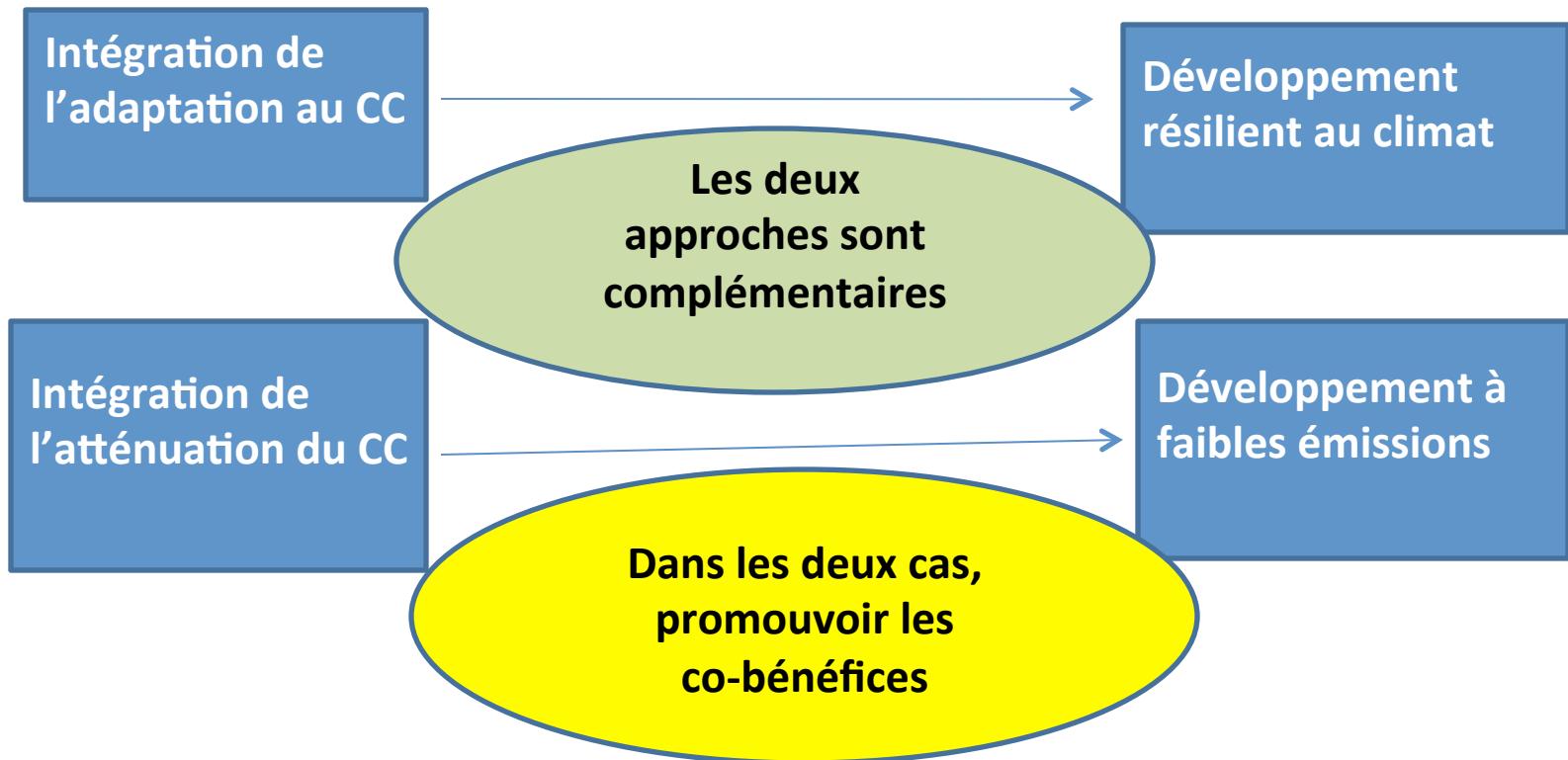
Adaptation et atténuation: développer les synergies

Assez fréquemment, les mesures d'adaptation et d'atténuation vont dans le même sens et peuvent produire un double flux d'avantages

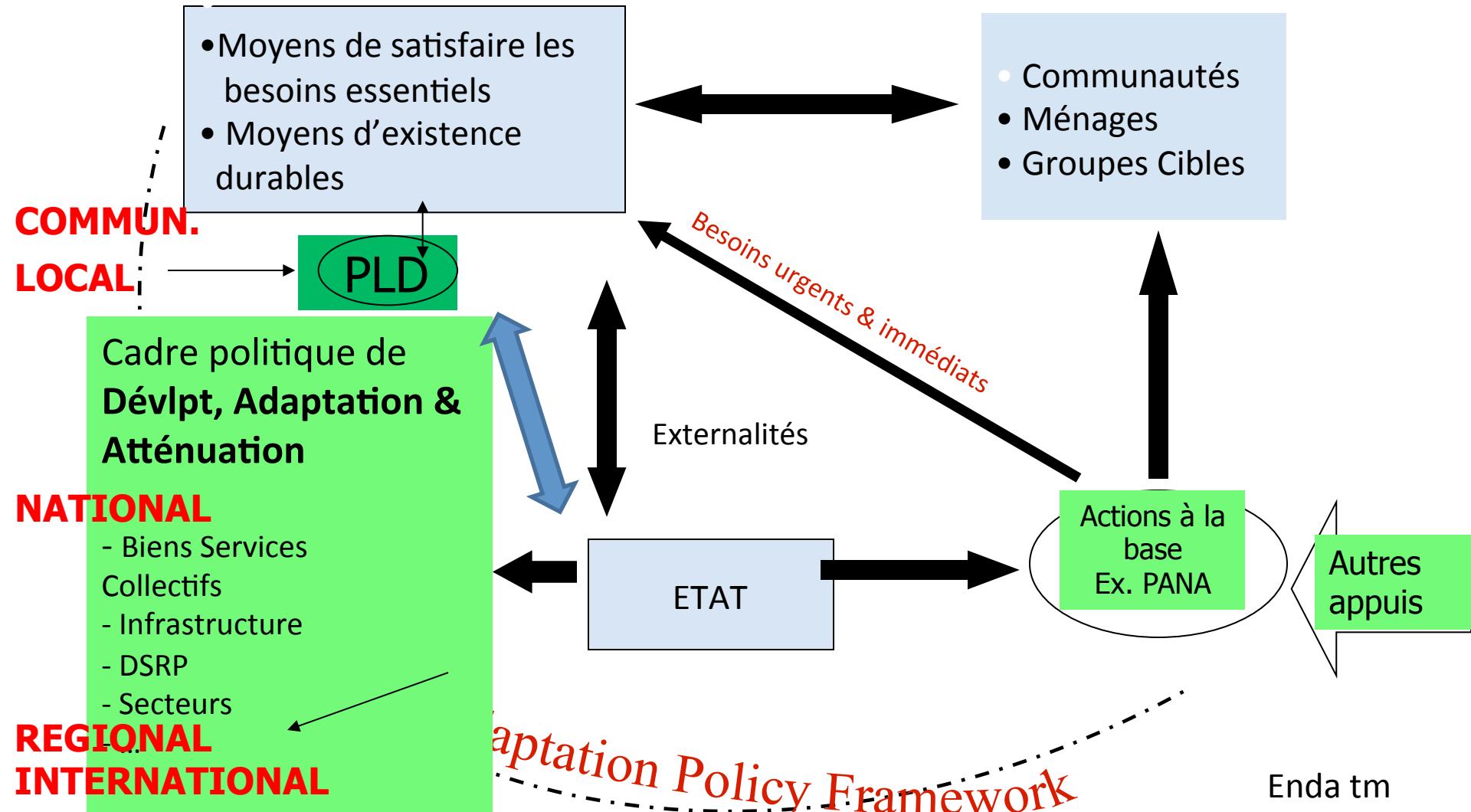
- p.ex. l'agriculture sans labour augmente la séquestration du carbone dans les sols tout en favorisant la rétention de l'humidité, améliorant ainsi la résistance aux épisodes de sécheresse
- p.ex. le reboisement durable peut simultanément augmenter les stocks de carbone et, en leur apportant de nouveaux moyens de subsistance, améliorer la capacité d'adaptation des communautés locales

Vers un développement résilient au climat et à faibles émissions

- C'est l'intégration du CC dans les processus d'élaboration des **politiques et de planification** qui peut mener à un développement 'compatible avec le climat'



Développement, Résilience et Sobriété carbone



Éléments d'une bonne prise en compte du CC au niveau local : les points d'entrée

1. Planification du développement par les autorités locales (plans développement rural & urbain)
2. Ajustement des cadres réglementaires, financiers et de prestation de services en vigueur au niveau local
3. Ajustement des mécanismes assurant le respect de l'obligation de rendre des comptes (autorités locales) : exemple, Contrat de performance .
4. Processus propres au secteur privé et à la société civile

Principaux défis & priorités pour l'action

1. Problèmes posés par la prise en compte du CC dans le développement au niveau local :

- sensibilisation, information, capacités,
- besoins/priorités, structures institutionnels à revoir

2. Actions prioritaires des gouvernements nationaux en faveur de l'adaptation au niveau local

- Recueillir et diffuser des informations en vue de l'adaptation au changement climatique
- Procurer les ressources humaines, financières et techniques et les services qui favorisent l'adaptation au niveau local
- Mettre en place un cadre administratif et institutionnel porteur

3. Actions prioritaires des donneurs

- Revoir les priorités sectorielles à la lumière du changement climatique
- Étudier les différentes options permettant de mobiliser des fonds
- Améliorer la capacité des autorités locales à assumer les responsabilités dans le cadre de la décentralisation
- Renforcer le soutien aux organisations de la société civile

Mesures justifiées dans un contexte d'incertitude

- **Mesures ‘sans regrets’ :**

produisent des avantages nets pour la société même en l'absence de CC (adaptation), ou indépendamment de toute ‘récompense’ pour leur contribution à l’atténuation du CC (coût net nul ou négatif avec un prix du carbone égal à zéro)

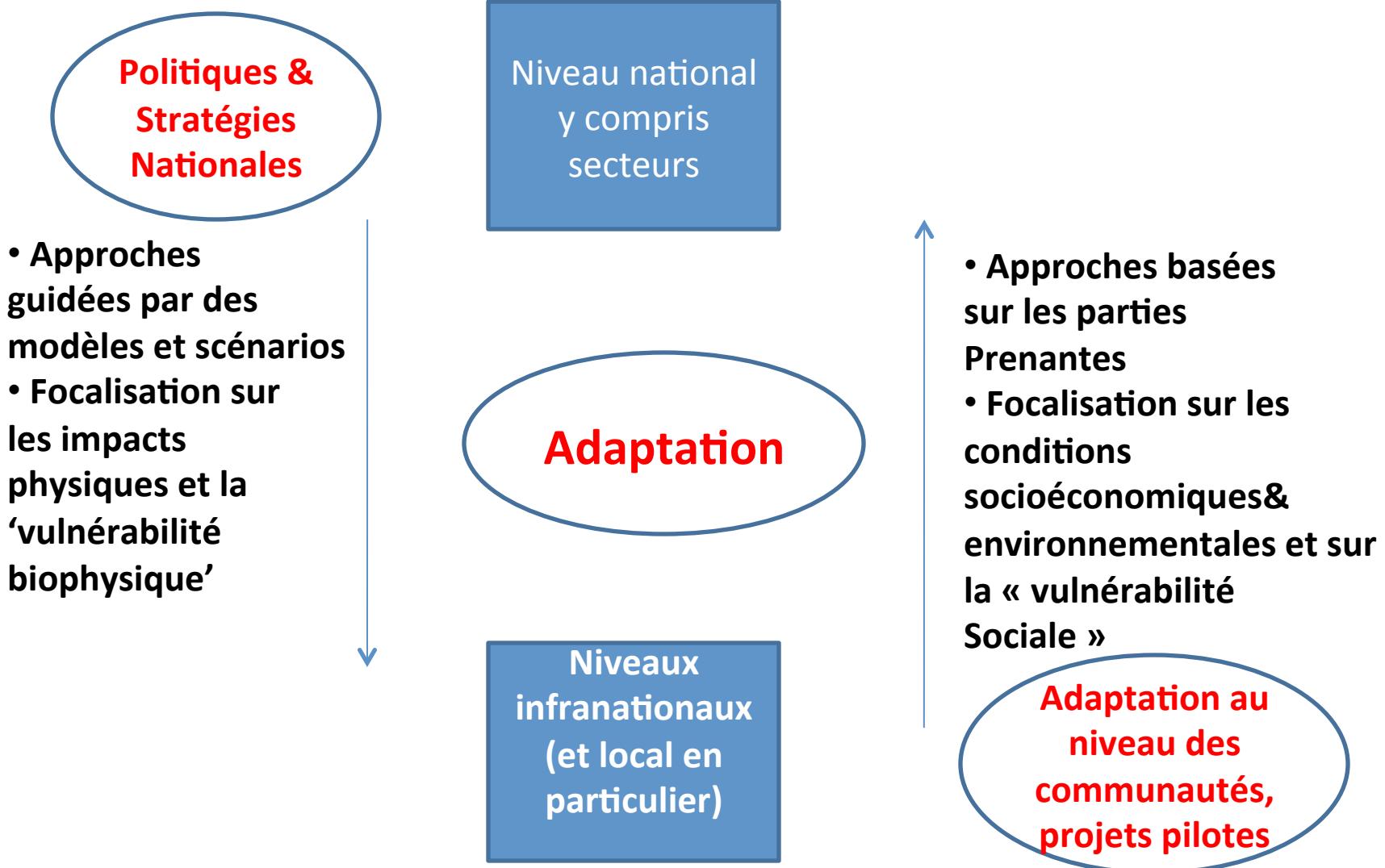
- **Mesures ‘avec faibles regrets’**

ont un coût pour la société, mais un coût acceptable au vu des avantages qu’elles peuvent conférer si le CC produit des effets importants (adaptation), ou à ce qu’elles aient un coût net faible si le prix du carbone est bas ou égal à zéro (atténuation)

- **Mesures ‘robustes’:**

produisent des avantages nets ou donnent de bons résultats pour différents scénarios de changement climatique ou de prix du carbone, et divers scénarios de développement économique (contrairement à d’autres mesures qui n’ont une bonne performance que dans le cas du scénario « le plus probable »)

Adaptation: approches “de haut en bas” et “de bas en haut”

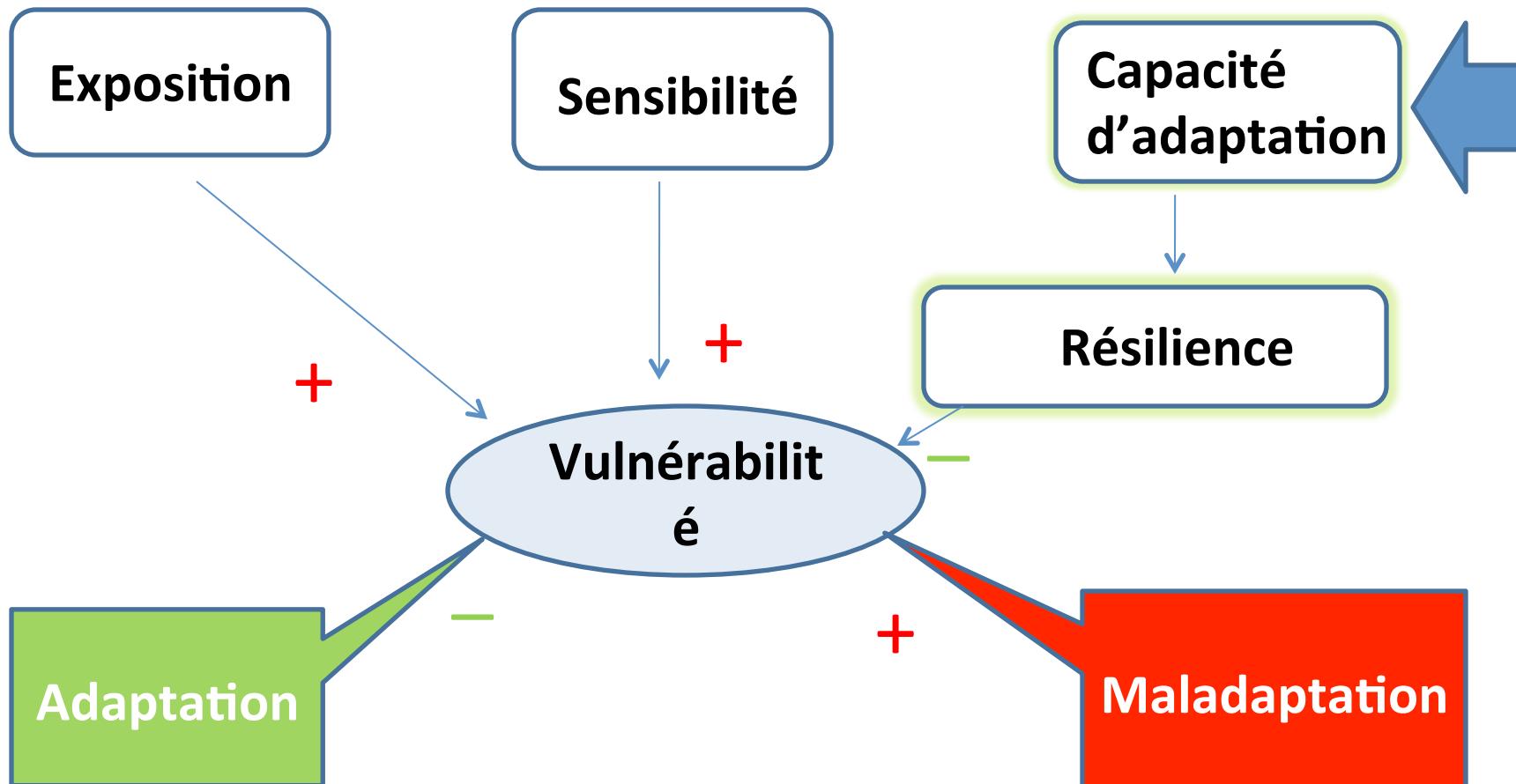


Composantes de l'intégration*

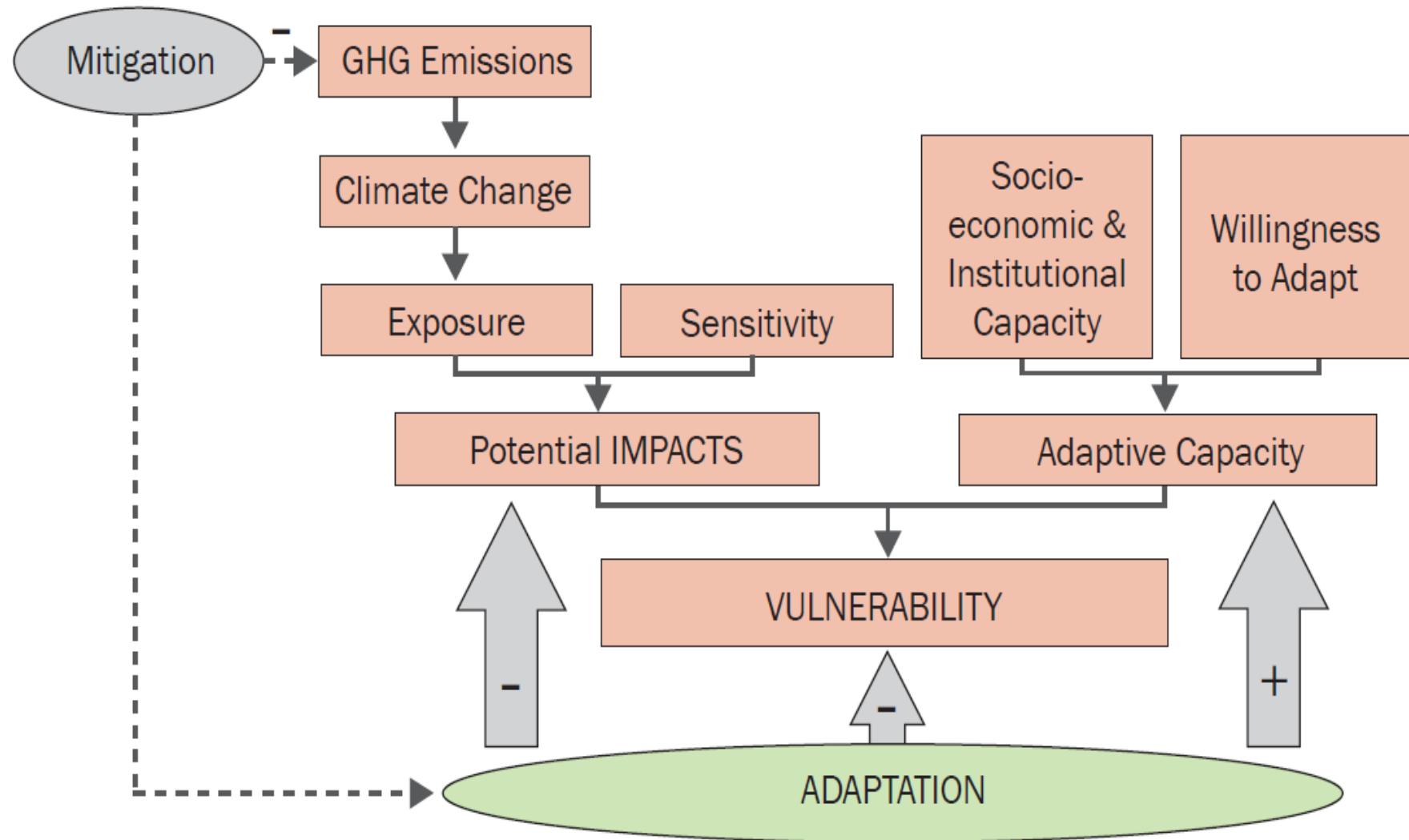
- Accroître la sensibilisation à l'intégration
 - Pré analyse du CC
 - Evaluation du risque climat
 - Identification des options d'adaptation
 - Hiérarchisation et sélection
 - Mise en œuvre
 - Contrôle et évaluation (M&E)
- Vulnérabilité
- Adaptation
- 

* À partir d'une vingtaine d'outils

Vulnérabilité



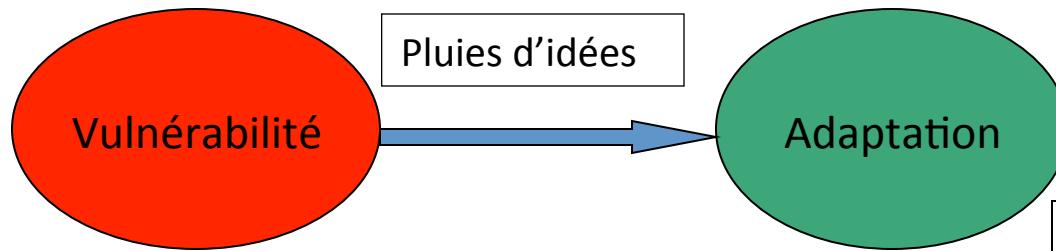
Interrelations entre les impacts CC, la vulnérabilité et l'adaptation



Exemples : Méthodes & Sélection

Histoires orales

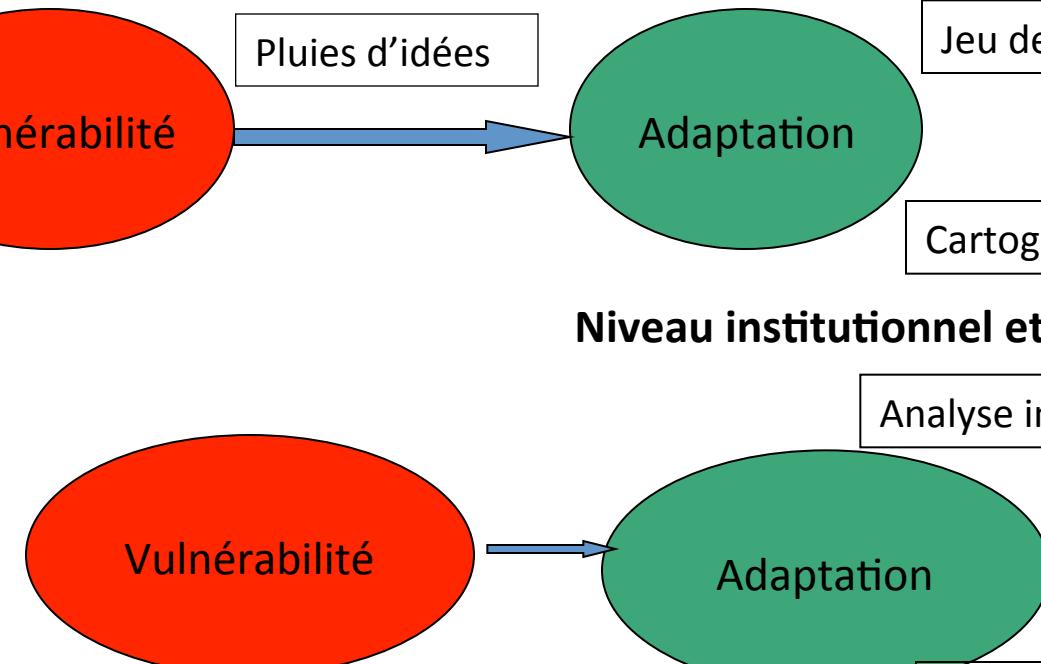
Focus groupes



Niveau institutionnel et municipal

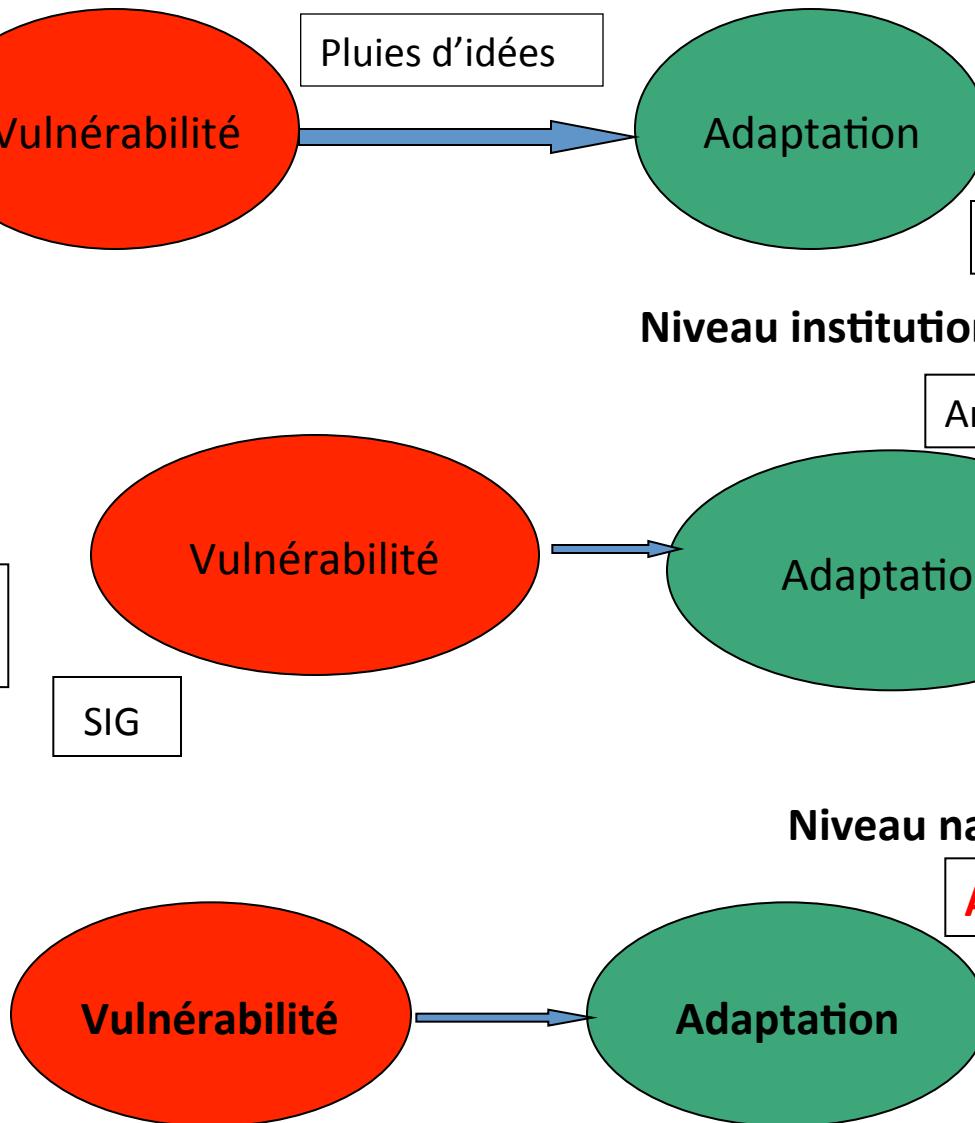
Indicateurs de moyens
d'existence

Indicateurs de
vulnérabilité



Profil de vulnérabilité
« matrice »

Syndromes



Niveau national ou régional

Mali : INTEGRATION DES CC ET DE LEURS EFFETS SUR LES PLANS LOCAUX DE DEVELOPPEMENT

Partie 1. Quelques définitions et notions sur les CC

Partie 2. Exercice d'intégration des CC et de leurs effets sur les plans locaux de développement

- District de Bamako : Communes III & IV
- Organigramme des acteurs
- Plan quinquennal PDSEC
- Résultats par domaines d'intervention

D'après « Mémento à l'intention des élus locaux et de leurs partenaires : GOUVERNANCE LOCALE ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES en Afrique de l'Ouest , mai 2007 ».- ENDA , Association des Maires du Sénégal, Association des Municipalités du Mali, VII mai 2007.

Les Domaines prioritaires PDSEC Bamako III

I Environnement Assainissement, Voirie, Foncier et Cadre de Vie	VI Promotion de , de , de , du Sport et des Arts <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la gestion des déchets solides et liquides - Réaliser des ouvrages collectifs et individuels d'assainissement - Créer et renforcer des espaces verts - Promouvoir l'accès à l'eau potable et à l'électricité dans les quartiers défavorisés ; - Améliorer les conditions de circulation ; - Améliorer les conditions d'accès des quartiers difficiles ; - Améliorer les conditions d'habitat
II Santé, Affaires Sociales et Religieuses	VII Développement Economique et Finances Locales <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer l'accès et la qualité des soins de santé pour les populations - Améliorer de la population - Contribuer à l'insertion socio-économique des couches vulnérables
III Education	VIII Administration et Justice. <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la qualité de l'éducation
IV Sécurité	<ul style="list-style-type: none"> - Réduire de 50% les accidents sur les voies - Réduire le banditisme et la délinquance
V Communication et Information	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer accès Nouvelles Technologies de l'Information / Communication aux populations

Plan d'investissements corrigé

Objectifs	Activités (originelles)	Activités (avec risques climatiques)	Localisation	Période 2005 - 2009	Coût estimatif francs CFA	Coût estimatif additionnel si risques climatiques	Sources de financement (francs CFA)	Autres sources de financement si risques climatiques
-----------	-------------------------	--------------------------------------	--------------	---------------------	---------------------------	---	-------------------------------------	--

Maroc « Vers des oasis résilients » 2012

Principes directeurs de la stratégie d'adaptation

- 1- Une Perspective de Développement Communal Résilient au Changement Climatique
- 2- L'inscription du développement économique et social de la commune dans une perspective de DD local
- 3 - Un Engagement des Acteurs Locaux et une Participation Citoyenne Effective
- 4 - Un Financement Reposant sur Des Partenariats Mixtes et Efficaces

[Maroc, Etude Integration CC Planification Territoriale Rapport3\(Tahala\) 2012.pdf](#)

Sénégal : Le PLD

- **Le Diagnostic**

- Profil en capital (5) : naturel, humain, social, physique, financier
- Profils sectoriels économiques
- Etat des lieux au plan institutionnel et budgétaire
- Synthèse

- **Perspectives et stratégies**

- Perspectives de développement
- Les orientations stratégiques et les objectifs de développement
- Axes stratégiques et objectifs de développement

- **Cadrage budgétaire, plan d'actions et d'investissements**

- **Mécanismes de mise en œuvre et de suivi évaluation**

- La programmation annuelle des activités
- Le renforcement de capacités des acteurs locaux
- Le renforcement de la participation citoyenne et de la mobilisation des acteurs locaux
- La mobilisation des ressources financières
- Le suivi évaluation du PLD

Méthode PLD au Sénégal

La méthode s'articule autour de cinq (5) grandes phases :

- les activités préparatoires ;
- la collecte de données ;
- le traitement des données et la réalisation du rapport diagnostic ;
- la rédaction du PLD ;
- la validation du PLD par les populations locales et le CR.

Sénégal : rôle des Agences Régionales de Développement (ARD)

- ARD : Structure regroupant la Région (14 régions), les Communes et les Communautés rurales,
- ARD a pour mission d'apporter aux Collectivités locales de la région, une assistance gratuite, dans tous les domaines d'activités liés au développement, en vue : (i) de rendre moins onéreuse, l'établissement de leurs plans et d'harmoniser et de renforcer leur cohérence avec le plan national de développement économique et social ; (ii) de favoriser la constitution et la conservation des banques de données nécessaires à toute planification ; et (iii) d'assurer la coordination et les études, en matière d'urbanisme et d'habitat, de planification, d'aménagement du territoire et d'environnement.

Exemple St Louis : les nouveaux PLD doivent prendre en charge des domaines ou des secteurs importants qui ont toujours été traités de façon marginale, notamment le développement économique local, **l'énergie, le changement climatique**, les dynamiques transfrontalières, le renforcement de capacités des acteurs locaux, la communication, etc.

« Rester simple et compréhensible »

